



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité départementale  
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 26/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Société VIMBERT**

Route du Noroît  
76430 OUDALLE

Références : 20230509\_VI\_VIMBERT\_SuiviMED

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2023 dans l'établissement VIMBERT implanté route du Noroît – 76430 OUDALLE. L'inspection a été annoncée le 02/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 09 mai 2023 fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2021 notifié le 19 mars 2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIMBERT
- ROUTE DU NOROIT - 76430 OUDALLE
- Code AIOT dans GUN : 0005801079
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société VIMBERT est soumise à enregistrement au titre de la rubrique 1510 "Stockage de matières, produits ou substances combustibles".

L'entrepôt est divisé en trois cellules de stockage :

- la cellule B1 de 4 700 m<sup>2</sup>,
- la cellule B2 de 2 300 m<sup>2</sup>,
- la cellule B3 de 1 500 m<sup>2</sup>.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1	/	Sans objet
Issues de secours	AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1	/	Sans objet
Séparateur hydrocarbures	AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1	/	Sans objet
Réserve eau incendie	AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1	/	Sans objet
État des matières stockées	AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 09 mai 2023 a permis de constater que l'exploitant a répondu aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2021. L'inspection propose donc de lever les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2021.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Séparateur hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, BSDD
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> L'exploitant n'a pas fait vidanger les boues du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales de toiture sont dirigées vers un fossé qui rejoint le canal de Tancarville.</p> <p>Les eaux pluviales d'aires de chargement-déchargement et de la zone Sud-Est des bureaux sont acheminées vers un séparateur à hydrocarbures avec débourbeur en acier. Après traitement, elles sont dirigées vers le fossé précité.</p> <p>Les autres eaux pluviales des autres aires revêtues de bitume rejoignent ce même fossé recueillant les eaux pluviales de toitures.</p> <p>Les caractéristiques de ces eaux doivent avant rejet dans ce fossé commun respecter les critères du paragraphe 3.1.8.2.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchet dangereux correctement rempli : le séparateur d'hydrocarbures a été vidangé le 19 avril 2023. Les 4,4 tonnes de boues ont été envoyées chez SEREP pour prétraitement/valorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 2 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> L'exploitant n'a pas pu présenter le certificat de conformité relatif à la protection de ses installations contre les effets de la foudre.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont protégées contre les effets de la foudre, en application des arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 et de la circulaire du 28 octobre 1996.  La vérification de cette conformité foudre est réalisée par un organisme extérieur dès notification de l'arrêté. À cette occasion, un rapport est établi et tenu à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis l'étude technique foudre réalisée par l'APAVE les 03 et 07 juin 2021. L'exploitant a remis le certificat de conformité foudre des installations délivré le 26 octobre 2022 par l'APAVE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Issues de secours

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Issues de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> L'issue de secours située dans la cellule B3 n'était ni signalée ni manœuvrable.
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ouverture des portes servant d'issues de secours s'effectue dans le sens de la sortie (vers l'extérieur) par une manœuvre simple. Toute partie « verrouillée » doit être manœuvrable de l'intérieur et sans utiliser une clé (article R232.2.4).  Il sera en permanence veillé à ce que les dégagements (sorties, issues de secours, circulation horizontales, verticales, ...) soient maintenus libres en permanence afin de permettre une évacuation sûre et rapide du personnel (article R232.12.2).
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'issue de secours située dans la cellule B3 était maintenant signalée, accessible et manœuvrable (photos en annexe).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Réserve eau incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Défense extérieure incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La défense extérieure contre l'incendie est assurée par la mise à disposition d'une réserve d'eau de 1 000 m <sup>3</sup> . Cette réserve sera munie d'un flotteur dont la baisse entraînera la réalimentation de celle-ci par le réseau d'eau industrielle ou de ville. Une aire d'aspiration sera disposée à proximité immédiate de cette réserve afin que les services de secours puissent y puiser l'eau nécessaire pour l'extinction d'un incendie. Ce système est complémentaire aux poteaux d'incendie existants.
<b>Constats :</b> Pour rappel, l'exploitant a mis à disposition du SDIS une réserve d'eau de 1 000 m <sup>3</sup> . Lors de l'inspection du 18 janvier 2021, l'exploitant a déclaré que le bassin était alimenté par l'eau de pluie et la nappe affleurante et que son niveau ne baissait que très peu.  Par courrier du 17 décembre 2012, le SDIS indique que « <i>cette nouvelle ressource répond à [leurs] prescriptions tant en matière de volume, d'accès d'aménagements et de signalisation</i> ». Le SDIS précise que « <i>cette installation nécessite un entretien et un nettoyage régulier avec une vérification du niveau d'eau disponible</i> ».  L'inspection du 09 mai 2023 a permis de constater que l'exploitant a mis en place une échelle hydrométrique permettant de connaître à tout moment le volume d'eau disponible dans le bassin de réserve d'eau incendie afin de s'assurer que le volume requis de 1000 m <sup>3</sup> est disponible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : État des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir : <ul style="list-style-type: none"><li>• un état des stocks des produits stockés dans l'établissement,</li><li>• les fiches de données de sécurité (FDS) de tous les produits dangereux stockés sur le site.</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni l'état des stocks des produits dangereux présents sur le site. Étaient stockés dans l'entrepôt 6 palettes de produits corrosifs et inflammables pour un poids total de 6 tonnes et un volume de 11 m <sup>3</sup> (inférieur au seuil déclaratif au titre de la rubrique 4331 « <i>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3</i> »). L'exploitant a pu présenter la FDS associée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Annexe

### Planche photographique Société VIMBERT – Oudalle



**Photo 1 :** Situation le 18 janvier 2021



**Photo 2 :** Situation le 09 mai 2023

**Issue de secours cellule B3**